

---

## De l'obtention du statut à l'incarnation de la figure sociale du réfugié : l'exemple des réfugiés cambodgiens

*From Obtaining Status to Incarnating the Refugee's Social Figure: The Example of Cambodian Refugees*

*De la obtención del estatuto a la encarnación del arquetipo de refugiado: el ejemplo de los refugiados camboyanos*

**Karine Meslin**

---

**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/remi/9343>

DOI : 10.4000/remi.9343

ISSN : 1777-5418

**Éditeur**

Université de Poitiers

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 décembre 2017

Pagination : 49-64

ISBN : 979-10-90426-60-3

ISSN : 0765-0752

**Référence électronique**

Karine Meslin, « De l'obtention du statut à l'incarnation de la figure sociale du réfugié : l'exemple des réfugiés cambodgiens », *Revue européenne des migrations internationales* [En ligne], vol. 33 - n°4 | 2017, mis en ligne le 01 décembre 2019, consulté le 04 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/remi/9343> ; DOI : 10.4000/remi.9343

---

© Université de Poitiers

## **De l'obtention du statut à l'incarnation de la figure sociale du réfugié : l'exemple des réfugiés cambodgiens**

**Karine Meslin<sup>1</sup>**

Tandis que les discours politiques opposent les immigrés et les réfugiés et tendent à essentialiser leurs différences, les travaux des sociologues et des historiens démontrent que le classement des étrangers dans l'une ou l'autre de ces catégories ne dépend pas seulement des raisons de leur venue ou de leurs caractéristiques individuelles. Rédigée au terme de la Seconde Guerre mondiale pour gérer collectivement les populations déplacées, la Convention de Genève qui définit le statut de réfugié, ses droits et les obligations des États, établit un socle commun assez souple pour faire consensus entre les pays signataires et préserver leur souveraineté nationale. L'application des principes généraux ratifiés au cas singulier que constitue chaque demande d'asile est laissée à leur arbitrage. Le passage du statut de demandeur d'asile à celui de réfugié est donc indissociable des politiques d'asile nationales (Legoux, 2004 : 9-22) en témoignent les écarts de taux de demandes d'asile déboutées observés ces dernières années entre pays européens<sup>2</sup>. L'histoire du droit d'asile rappelle aussi qu'au sein d'un même pays, le texte de la Convention de Genève fait l'objet d'interprétations contrastées selon le contexte et les époques. Les politiques d'asile sont tantôt assujetties aux politiques migratoires (Spire, 2004 : 23-38) et, de fait, aux configurations économiques et démographiques dans lesquelles les pays se trouvent, tantôt mises au service d'enjeux politiques et stratégiques internationaux. Tour à tour, les mêmes pays ont ainsi pu défendre « la liberté de quitter son pays » pour accueillir des réfugiés sur leur territoire, puis « le droit à rester dans son pays d'origine en sécurité », pour externaliser les demandes d'asile et maintenir les populations déplacées à distance (Rodier, 2015 : 10-13). La mise en place de quotas de réfugiés à accueillir, pour les ressortissants du Cambodge, du Laos et du Vietnam à la fin des années 1970 ou, à l'inverse, la décision de refuser le titre de réfugié aux ressortissants de pays jugés « sûrs » poussent plus loin les limites de la liberté d'interprétation. Elle se fonde sur une conception collective du droit d'asile tandis que la Convention de Genève appelle une reconnaissance au cas par cas, au nom d'une menace individuelle.

---

1 Sociologue, directrice d'études au sein du bureau d'études GERS et chercheur associé au laboratoire du CENS, 9 rue des Olivettes, 44 000 Nantes ; [contact@gers-sociologie.fr](mailto:contact@gers-sociologie.fr)

2 Pour exemple, selon Eurostats statistics explained, en 2014, sur 97 275 demandes d'asile traitées en Allemagne sont soldées par la délivrance du statut de réfugié, c'est le cas de seulement 17 % des 68 500 demandes traitées en France la même année.

Les catégories administratives de l'asile sont donc, comme celles de l'immigration, sans cesse travaillées et réinterprétées par le politique (Legoux, 1995). Elles ne sauraient être réductibles aux individus qu'elles classent et désignent (Valluy, 2004 : 17-22).

La frontière administrative qui sépare les réfugiés en titre des autres immigrés<sup>3</sup>, aussi arbitraire et labile soit-elle, se double d'une frontière symbolique. Celle-ci tend à limiter, à l'égard des premiers, les formes de discrédit attachées aux immigrés dits « de travail » (Sayad, 1999 ; Spire, 1999 : 50-56) et, par extension, aux demandeurs d'asile déboutés, suspectés de vouloir contourner la suspension de l'immigration de travail. Ainsi, la société civile est-elle généralement plus prompte à se mobiliser pour les réfugiés que pour ces derniers. Mais qu'en est-il pour les individus concernés ? Comment réagissent-ils aux catégorisations dont ils sont l'objet ?

En s'éloignant des sphères politiques et administratives où les décisions se prennent et s'appliquent et en s'appuyant sur l'exemple des réfugiés cambodgiens accueillis en France au cours des années 1970 et 1980, cet article propose de saisir la manière dont les classements administratifs, les hiérarchies qu'ils opèrent et les préjugés qui y sont associés s'imposent in fine aux individus qu'ils sont sensés désigner.

Dans un premier temps, les conditions d'accueil des réfugiés du Sud-Est asiatique en France seront analysées. Elles rappelleront que l'interprétation de la Convention de Genève et le déploiement d'un accueil d'exception vis-à-vis des réfugiés qui fuyaient les régimes communistes de l'Asie du Sud-Est ont contribué à en faire une figure archétypale du réfugié (Akoka, 2011 : 13-16) – fuyant pour des problèmes politiques et dissocié des « problèmes d'intégration ». Puis, il s'agira de montrer comment ce classement administratif et la figure sociale associée au statut de réfugié ont guidé les parcours des Cambodgiens et la manière dont ils gèrent leur identité collective, et notamment leurs relations aux autres groupes ethnicisés. L'article analysera alors les efforts déployés par ces réfugiés pour se soustraire aux préjugés associés à la figure sociale de l'immigré<sup>4</sup> ; cette volonté de distinction se traduisant tantôt par un recours aux catégories administratives et aux stéréotypes qui y sont associés, tantôt par une revendication des stéréotypes ethnicisants, lorsque la protection des premières apparaît plus incertaine.

3 Le terme « immigré » renvoie ici à la définition qu'en donne l'INSEE : il désigne l'ensemble des personnes nées « étrangères à l'étranger et résidant en France ». Cette définition n'opère pas de distinction liée au motif de la migration, ni au statut juridique obtenu en France. Ce sont ces motifs et ce cadre juridique qui contribuent ensuite à déterminer si les immigrés sont réfugiés (Convention de Genève de 1951) ou non (Ordonnance n°45-2658 du 2 novembre 1945).

4 Des représentations sociales se sont progressivement structurées autour des termes « immigré » et « réfugié ». Depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, le terme immigré est connoté négativement et les immigrés sont régulièrement associés aux trois craintes que sont celles de la concurrence déloyale, du désordre social et/ou de leur incapacité culturelle à faire corps avec la société. Par contraste, historiquement, les représentations associées aux réfugiés étaient plus positives : les réfugiés étaient présentés comme des victimes de régimes opposés à la liberté de penser. La suspicion à leur égard était donc atténuée et leur légitimité à être sur le territoire français faisait davantage consensus. Depuis le milieu des années 1980 cependant, les réfugiés – désormais nommés « demandeurs d'asile » lorsqu'ils attendent le statut de réfugié – sont plus systématiquement déqualifiés, ce qui a pour effet de brouiller les figures sociales de l'immigration et de les rendre moins clairement distinctes (Cambrezy *et al.*, 2008).

Nous rappelons que cet article est tiré d'une recherche menée auprès des réfugiés cambodgiens de la région des Pays de la Loire, de 1998 à 2004. L'objectif était d'analyser les modes de structuration de la « bonne réputation » des réfugiés du Sud-Est asiatique et ses effets. Un travail socio-historique, nourri d'analyses documentaires et archivistiques<sup>5</sup>, visait à saisir le cadre national d'accueil des réfugiés, ainsi que ses déclinaisons locales, selon les municipalités, leurs infrastructures et leurs offres d'emplois. Une enquête ethnographique menée durant six années dans les trois villes ligériennes où des associations culturelles khmères étaient actives s'attachait pour sa part à analyser les trajectoires migratoires et socioprofessionnelles des réfugiés et de leurs enfants, ainsi que leurs évolutions au fil des années passées en France. Cette enquête s'est traduite par la réalisation d'une centaine d'entretiens enregistrés menés auprès des réfugiés, de leurs enfants, de collègues de travail, d'employeurs, d'enseignants et de travailleurs sociaux, ainsi que par de nombreuses observations réalisées dans des espaces associatifs, communautaires et familiaux, que facilitait mon intégration au sein du bureau d'une des associations culturelles. La mobilisation de ces différents matériaux a ainsi permis de dépasser les discours convenus, d'éclairer les non-dits et de donner sens aux écarts perçus entre des présentations du groupe homogénéisantes et la diversité des modes de vie et des trajectoires observées. Ils ont aussi permis d'articuler les échelles d'observation et de mettre en perspective les trajectoires individuelles de ces réfugiés et l'histoire collective de leur fuite du Cambodge, de leur migration et de leur accueil en France.

## **La construction internationale de l'honorabilité des *boat-people***

Au cours de l'année 1975, après plusieurs années de troubles, d'instabilité politique et de combats sanglants, les jeunes soldats khmers rouges (Lacouture, 1978)<sup>6</sup> s'introduisent dans Phnom Penh, la capitale du Cambodge, et prennent le pouvoir. Ils fondent un régime meurtrier basé sur la désurbanisation, le travail de la terre, la collectivisation des richesses et l'anéantissement de tout ce qui est assimilé à l'influence occidentale (Ponchaud, 1977 ; Lacouture, 1978 ; Khun, 1994). Toute présence étrangère est bannie et le pays se mure dans un long silence médiatique (Bui, 1993 : 161-188). À l'abri des regards et des caméras étrangères, un quart de la population<sup>7</sup> cambodgienne trouve la mort, l'élite du pays est décimée et l'ensemble des infrastructures, déstructuré. Les premiers réfugiés arrivent alors aux frontières du pays. Quatre ans plus tard, en 1979, le

---

5 Le travail d'analyse socio-historique s'appuie sur les archives départementales de Loire Atlantique et du Maine-et-Loire, qui recensent décrets, circulaires, notes de services, courriers associatifs et presse locale. Des archives obtenues par les syndicats et salariés de deux entreprises ligériennes recrutant des réfugiés cambodgiens depuis les années 1980 ont également été mobilisées.

6 Le terme « Khmers rouges » désigne les Khmers situés à l'extrême gauche du jeu politique cambodgien au moment où se décide la fin du protectorat français. Dès le début des années 1960, les Khmers rouges s'organisent dans le maquis cambodgien pour résister aux Américains aux côtés des Vietminh puis, plus tard, combattre le régime de Lon Nol désigné proaméricain.

7 Au milieu des années 1970, le Cambodge compte 7,7 millions d'habitants.

Vietnam renverse les Khmers rouges et s'installe à la tête du pays<sup>8</sup>. Des réfugiés, plus nombreux, affluent aux frontières du pays pour fuir cet occupant, autrefois allié des Khmers rouges : ils grossissent les rangs des populations déplacées en attente d'un pays d'accueil.

En Occident, la découverte des charniers cambodgiens, des camps de réfugiés qui s'étendent aux frontières du Vietnam, du Cambodge et du Laos et des ressortissants vietnamiens qui cherchent à fuir au péril de leur vie, entassés sur des bateaux de fortune, suscitent un élan d'empathie. Le contexte de guerre froide et les proches souvenirs de la guerre du Vietnam qui a divisé, à travers le monde, participent de cet élan. En France, une partie de la société civile se mobilise derrière de grandes figures intellectuelles, telles que Jean Paul Sartre notamment. Un navire chargé de secourir les *boat-people* en mer est affrété, tandis que le ministère des Affaires étrangères décide dès 1978 de quotas de réfugiés à accueillir mensuellement. Puis, au cours de l'année 1979, plusieurs gouvernements occidentaux se réunissent à l'occasion d'une conférence internationale – la première de ce genre – pour tenter de trouver des solutions collectivement. Les états en présence s'accordent pour délivrer un nombre mensuel de visas d'établissement aux réfugiés de cette région du monde, en contrepartie de quoi les premiers pays d'accueil – la Thaïlande en particulier – s'engagent à cesser de refouler les réfugiés qui tentent d'obtenir leur protection.

À la suite de cette conférence, les gouvernements occidentaux mobilisés aident une partie des réfugiés à rejoindre leurs territoires respectifs dans un cadre légal. Selon, le HCR, entre 1979 et 1982, plus de 623 000 réfugiés originaires du Vietnam, du Cambodge et du Laos sont réinstallés dans des pays occidentaux aux premiers rangs desquels les États-Unis, le Canada, l'Australie et la France (Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, 2000). À l'échelle du monde, 235 485 réfugiés cambodgiens trouvent un « troisième pays » grâce à cette mobilisation. Ces réfugiés sont escortés par des associations : ils ne sont donc pas contraints de rejoindre leur pays d'accueil par leurs propres moyens au péril de leur vie (Blanchard *et al.*, 2008). La France accueille près de 130 000 réfugiés du Sud-Est asiatique entre 1975 et 1990, dont 47 356 réfugiés cambodgiens (arrivés de 1975 à 1992)<sup>9</sup>. La mobilisation de l'État français est exceptionnelle par sa nature et son ampleur. Elle contribue à la construction sociale de l'honorabilité des réfugiés du Sud-Est asiatique.

8 Ce sont les Vietnamiens qui, en 1979, parviennent à chasser les Khmers rouges de la capitale cambodgienne et « libèrent » ainsi les Cambodgiens de la terreur instaurée par les Khmers rouges. Néanmoins, ce qui s'apparente tout d'abord à une délivrance se révèle rapidement être une véritable occupation.

9 D'après le bilan officiel de l'Association France Terre d'Asile cité par Hassoun (1998) qui parle d'un peu moins de 130 000 réfugiés du Sud-Est asiatique accueillis en France entre 1975 et 1990. Par ailleurs, selon les estimations de Legoux (1995), la France décide d'accueillir 1 000 réfugiés du Sud-Est asiatique par mois les premières années (jusqu'en 1978) et passe à 450 (par mois) en 1982.

## En France, le déploiement d'un accueil d'exception

La politique dite « des quotas<sup>10</sup> » est le premier élément déterminant de cette construction sociale. Elle sous-tend une reconnaissance collective des réfugiés sur la base de leur pays d'origine et du régime qui y sévit, alors que selon les textes de la Convention de Genève, la demande d'asile doit être motivée par des persécutions individuelles. Cette interprétation dérogatoire des textes ratifiés en 1951 contribue à la reconnaissance quasi systématique, par l'OFPPA, des ressortissants d'Asie du Sud-Est arrivés sur le territoire français. Entre 1975 et 1984, leur taux d'obtention du statut de réfugié varie entre 90 et 100 % (Akoka, 2011 : 13-16). Même à son niveau le plus bas, cette moyenne est nettement supérieure aux taux d'obtention des demandeurs d'asile originaires de pays africains à la même période (Legoux, 1995)<sup>11</sup>, et incomparable avec les taux d'obtention observés ces dernières années en France<sup>12</sup>. Ces records garantissent aux ressortissants du Sud-Est asiatique la protection afférente au titre de réfugié politique. Ils contribuent aussi à asseoir leur légitimité à être en France<sup>13</sup>, en leur épargnant la méfiance qui s'installe alors vis-à-vis des demandeurs d'asile originaires du continent africain, suspectés de frauder en tentant de contourner la suspension de l'immigration de travail – méfiance qui n'a eu de cesse de s'accroître et de s'étendre depuis le début des années 1990 jusqu'à progressivement contraindre l'ensemble des demandeurs d'asile à faire la preuve par le corps de leur raison d'être en France<sup>14</sup>.

La structuration de l'honorabilité des réfugiés du Sud-Est asiatique passe aussi par les nombreuses dispositions prises par l'État pour faciliter et accompagner leurs premiers pas en France. L'aide sociale pour les réfugiés est institutionnalisée à partir de 1975 (Masse, 1996)<sup>15</sup>, en réaction à leur arrivée. Elle vise un continuum dans l'accueil des réfugiés et se traduit notamment par une organisation nationale facilitant leur acheminement des centres de transit parisiens vers les centres d'hébergement situés en province, puis plus tard, vers du logement de droit commun. Leurs « carrières de papiers » (Spire, 2005) sont accélérées

10 Cette politique cessera en août 1984 et sera remplacée par un accueil sur critères, plus restrictifs.

11 Entre 1979 et 1980, deux tiers des demandes d'asiles des Zaïrois se soldent par une obtention du statut. Ce rapport s'inverse dès 1980 après la découverte de fraudes avérées qui se répercutent sur l'ensemble des demandes de ressortissants de pays africains. Des fraudes comparables existent chez les réfugiés du Sud-Est asiatique sans avoir les mêmes conséquences.

12 Selon le HCR et Eurostat, en France, le taux d'obtention du statut de réfugié n'est que de 15 % en 2013, toutes nationalités confondues.

13 Comparant le traitement des demandes des réfugiés du Sud-Est asiatique et des Africains au début des années 1980, Legoux (1995 : 148) fait le constat d'une « très nette discrimination » en faveur des premiers.

14 Dans son travail sur l'association COMEDE, D'Halluin (2006 et 2012) montre l'importance prise par les marques corporelles de torture dans les dossiers déposés à l'OFPPA pour obtenir le statut de réfugié.

15 Jusqu'au début des années 1970, la responsabilité de l'État, chargé d'assurer la sécurité des réfugiés, et celle des associations responsables de l'accueil des réfugiés sont séparées. En 1973, au moment de la venue des réfugiés du Chili, un premier glissement s'effectue et ces associations passent sous la responsabilité de l'État. La création de l'aide sociale pour les réfugiés est entérinée, mais ne l'est qu'à titre provisoire. Elle l'est, de surcroît, à l'instigation des associations. C'est l'arrivée continue des réfugiés de l'Asie du Sud-Est à partir de 1975 qui, à la demande de l'État, provoque son institutionnalisation.

sous l'effet de divers aménagements. Les demandeurs d'asile originaires du Sud-Est asiatique obtiennent un droit de travail immédiat sans attendre que l'OFPRA leur ait délivré le statut de réfugié, et des formes de défiscalisation sont proposées aux employeurs pour faciliter leur embauche. De plus, un contrat de travail de trois mois, même à temps partiel<sup>16</sup>, leur suffit à obtenir une carte de travail non provisoire, quand un contrat d'une année est nécessaire aux autres étrangers – réfugiés ou non. Un traitement privilégié leur est également accordé en matière de naturalisation, puisqu'aucune durée minimale de résidence ne leur est imposée pour demander la nationalité française (Masse, 1996). Enfin, tandis que la suspension de l'immigration de travail vient d'être votée et que l'hostilité envers les étrangers est grandissante, les réfugiés du Sud-Est de l'Asie sont présentés comme d'inoffensives victimes<sup>17</sup>. Les journalistes de la presse écrite les dépeignent comme des individus innocents, les qualifient de « petits réfugiés », « hébétés » et « malheureux », et privilégient les photos de femmes et d'enfants, contribuant à véhiculer des images rassurantes promptes à susciter la solidarité. Avant même d'être en contact avec leurs employeurs, leurs voisins, leurs collègues, les réfugiés du Sud-Est asiatique bénéficient d'un préjugé « positif »<sup>18</sup>.

Cette politique volontariste facilite donc leur intégration socio-économique en leur permettant de s'enraciner et de se projeter en France. Elle prépare aussi leur acceptation par la société française en contribuant à les dissocier de la figure sociale de l'immigré et des menaces auxquelles elle est associée depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (Noiriel, 1988 ; Spire, 2005), tantôt pour l'économie, tantôt pour la « culture française », tantôt pour l'ordre social. Favorisés dans l'accès au travail, ces réfugiés sont tenus à distance des immigrés « suspectés de vouloir profiter des aides sociales » ; privilégiés dans leur accès à la nationalité française, ils passent pour des étrangers capables de faire corps avec la société française ; favorisés dans leur accès au statut de réfugié, ils font figure de victimes plutôt que d'usurpateurs ou de fauteurs de trouble. Ils incarnent d'ailleurs, jusqu'à aujourd'hui, la figure archétypale du réfugié (Akoka, 2011 : 13-16), fuyant pour un motif politique, et dissociée des « problèmes d'intégration » qui, comme l'ombre au corps, sont attachés à la figure sociale de l'immigré.

## L'honorabilité à l'épreuve du temps

Près de trente ans séparent l'enquête ethnographique menée auprès des réfugiés cambodgiens des Pays de la Loire de cette mobilisation d'exception. Une fois la période de forte médiatisation des *boat-people* passée, ces réfugiés ont reconstruit leur devenir en France, retissé des parcours professionnels

16 Circulaire 14-75 du 3 juin 1975. Archives départementales des Pays de la Loire.

17 Les opérations « coup de poing » menées par Michel Poniatowski, alors ministre de l'Intérieur, sont exemplaires de ce climat.

18 Au moment de l'enquête, des assistantes de service social travaillant dans un des grands ensembles accueillant la plus importante part de ressortissants du Sud-Est asiatique relativement à sa population globale rappelaient qu'au début des années 1980, le maire de la ville, placé à droite de l'échiquier politique, se voulait rassurant a priori au sujet de ces nouveaux venus. Ainsi, il affirmait qu'il s'agissait d'immigrés différents des autres, ressortissants de pays nord-africains et qu'avec eux il n'y aurait pas de problèmes.

souvent éloignés de ceux auxquels ils pouvaient aspirer avant le régime des Khmers rouges et reformer leur cellule familiale. Les conditions socio-politiques qui ont entouré l'obtention de leur statut de réfugié leur ont assuré une forme de bienveillance de la part de la société française et ont facilité leur intégration socioprofessionnelle, sans toutefois leur éviter le déclassement social (Meslin, 2011 : 83-101), ni les préserver durablement de difficultés professionnelles ou intergénérationnelles.

En 2002, dans la région ligérienne, ils occupent les bas rangs de la hiérarchie sociale (Billion, 2001 : 38-38). Dans la métropole régionale, où les anciens citadins dotés des plus fortes ressources scolaires et culturelles se sont progressivement regroupés, certains ont réussi à échapper aux postes de manœuvre vers lesquels ils ont été systématiquement orientés les premières années. Ils occupent des emplois administratifs, des postes de techniciens ou, à tout le moins, de chefs d'équipe et bénéficient souvent de contrats à durée indéterminée. Mais ces réfugiés constituent l'exception plutôt que la règle. À l'échelle de la région étudiée, la majorité des hommes demeurent ouvriers spécialisés ou employés, comme le sont aussi les femmes lorsqu'elles travaillent. Et dans les communes où les anciens ruraux sont les plus nombreux, les situations professionnelles sont plus instables et les postes occupés demeurent pas ou peu qualifiés. Les statuts professionnels des réfugiés cambodgiens ne suffisent donc pas à les distinguer de la figure sociale de l'immigré-OS.

Les conditions de logement des réfugiés cambodgiens ne sont guère plus distinctives. Là aussi, des écarts séparent les Cambodgiens entre eux, selon les ressources qu'ils sont parvenus à mobiliser en France. Ainsi, à Nantes, en 2002, trente-cinq ménages sur soixante-deux sont propriétaires d'un pavillon<sup>19</sup>. Les autres résident presque exclusivement en logement social. Leur faiblesse numérique au sein des différents quartiers prioritaires de la ville rend leur présence presque imperceptible au regard d'autres populations migrantes plus nombreuses et donc, plus visibles. Elle les préserve ainsi de la stigmatisation. Dans d'autres communes ligériennes en revanche, la presque totalité des ménages est restée locataires du parc social depuis leur sortie des centres d'hébergement et parfois, au sein même des quartiers où étaient abrités ces centres. Ainsi, dans une commune ligérienne industrielle, près de 20 %<sup>20</sup> des habitants d'un des quartiers les plus stigmatisés de la ville sont originaires de l'Asie du Sud-Est. Dans cette configuration, le quartier est perçu comme le « quartier jaune<sup>21</sup> » de la ville et ses maux sont associés à la présence des réfugiés originaires d'Asie du Sud-Est, comme ceux des grands ensembles le sont à la présence des immigrés.

---

19 Pour comparaison, en France, en 2013, tandis que 60 % des ménages dont le référent n'est pas immigré étaient propriétaires et 17 % locataires du parc social, 37 % des ménages dont le chef de famille est immigré étaient propriétaires et 31 % étaient locataires du parc social (DSED *et al.*, 2016).

20 Chiffres de l'observatoire de l'occupation et de la demande sociale, OPAC de Cholet, enquête contrôle des ressources, traitement : CREPA, juin 1991, p. 7.

21 Nom donné à l'un de ces quartiers dans un article de Presse Océan en 1980, *Les Archives départementales du Maine-et-Loire*. L'observatoire de l'occupation et de la demande sociale nous informe par ailleurs qu'en 1991, date de la parution des premiers indicateurs qu'environ 20 % de la population du quartier est d'origine ou de nationalité « asiatique ».



Enfin, à mesure qu'ils grandissent, les enfants de réfugiés socialisés en France s'émancipent de la peur et du sentiment de dette qui ont contribué à l'hypercorrection sociale de leurs parents. Leurs comportements se banalisent, se rapprochent des comportements des autres jeunes de leur environnement et menacent ainsi de ternir l'image de communauté exemplaire, ou pour le moins discrète, dont bénéficient les Asiatiques en France et qui s'est structurée au moment de leur accueil. Bopha, mère de deux adolescents au moment de l'enquête, témoignage :

*« Avant il y avait moins de problèmes avec les jeunes Asiatiques. Mais maintenant, on commence à entendre... Sur Nantes, je ne sais pas trop... mais il y en a quand même. Et puis surtout dans les autres régions. Il y en a des jeunes Asiatiques qui commencent... [à faire parler d'eux], d'après ce que j'ai entendu parler. C'est jamais dans les infos tout ça, mais bon... Non. Dans le journal, dans le journal on n'entend rien du tout. Mais c'est le bouche à oreille. Ça me fait peur, oui parce que j'ai peur que les Français nous [traite]... comme avec les [Arabes]... »*

Comme Bopha, les parents cambodgiens redoutent d'être accusés de laxisme éducatif et d'être ainsi confondus aux autres immigrés, et en particulier aux immigrés nord-africains rendus visibles par leurs enfants<sup>22</sup>.

Au début des années 2000, la diversité des trajectoires observées, la proximité sociale d'une partie des réfugiés avec les autres immigrés, l'arrivée des jeunes dans l'espace public, ajoutés à l'effet érosif du temps sur les mémoires, menacent de rapprocher les réfugiés cambodgiens de la figure sociale de l'immigré. Pour se prémunir collectivement du déclassement symbolique que constituerait leur assimilation aux autres immigrés, les réfugiés s'attachent et s'attèlent à conserver leur honorabilité sociale et l'étiquette de « réfugié » qui a été à son origine. Leur vigilance ne se traduit pas, ou rarement, par un travail de mémoire susceptible de rappeler à la société française le contexte dans lequel ils ont fui leur pays et qui a suscité l'empathie. La mémoire de ce que chacun a enduré est bien souvent contenue, voire enfouie. Le maintien de la plus-value associée à leur classement administratif se joue donc sur un autre terrain, plus quotidien. Il traverse les rapports sociaux que les réfugiés cambodgiens tissent entre eux et avec les autres groupes, et au sein desquels ils tentent d'incarner objectivement la catégorie abstraite du réfugié.

Chaque fois que leur image collective est en jeu (et que leur étrangeté menace de faire oublier leur statut administratif), ils réifient les différences, réelles ou supposées, qui les séparent des autres immigrés. Ils incarnent, jusqu'à l'exagérer, l'archétype du réfugié en opposition à la figure sociale de l'immigré, en jouant sur les registres tantôt administratifs, tantôt socio-culturels que ces figures contiennent, ou en s'appuyant sur les stéréotypes ethnisants, lorsque les premiers registres ne sont plus assez distinctifs.

---

<sup>22</sup> Masclet (2003) montre bien que cette accusation de laxisme éducatif ne rend pas compte de la réalité et que les pères algériens qu'il rencontre font preuve de sévérité à l'égard de leurs enfants.

## **Un classement administratif revendiqué comme support de comportements contrastés**

C'est sur le terrain de la classification administrative que certains réfugiés tentent de faire valoir leur respectabilité et d'étayer ce qui les distingue de la figure de l'immigré. Mais alors, ils ne fondent pas leur singularité uniquement sur les raisons de l'exil – seul motif permettant de distinguer en droit un réfugié d'un autre étranger. Dans les discours recueillis, les raisons du départ du Cambodge et le statut de réfugié obtenu sont les supports de comportements plus ou moins légitimes et acceptables dans la société d'accueil. Le premier réfugié vers qui je suis orientée, aux prémices de l'enquête, use de cet argumentaire.

Sok est un des réfugiés qui, du fait de ses ressources socioculturelles, est souvent mobilisé par ses pairs lorsque des étudiants, des journalistes ou tout autre membre extérieur au « groupe communautaire » cherchent à mieux connaître l'histoire et les parcours des Cambodgiens en France. Au moment de notre rencontre et pour peu que les difficultés de positionnement engendrées par son déracinement et son déclassement socioprofessionnel soient tues (Sayad, 1994 : 8-14), il cumule tous les signes extérieurs de « l'intégration réussie » (Mirna, 2006 : 3-24)<sup>23</sup>. En France, à force de surtravail et de déférence, il est devenu chef d'équipe et ses enfants ont des parcours scolaires sans embûche. Tous les quatre résident dans un pavillon de lotissement de la proche périphérie de Nantes où il précise qu'ils sont les seuls « étrangers », comme si cela constituait une preuve supplémentaire de leur bonne intégration. Pour éclairer son parcours, il entreprend dès notre première entrevue de distinguer les réfugiés des immigrés. Il associe leurs comportements respectifs aux raisons de leur venue : la liberté de retour des immigrés se traduisant, selon lui, par une moindre volonté de s'enraciner en France et par une inclinaison à la désinvolture vis-à-vis de la France et de ses règles. Au détour d'une phrase sur son parcours, il raconte :

*« Nous on est réfugié, c'est pas comme les immigrés, les gens comme nous, les réfugiés, on a déjà vécu pas mal de malheurs, donc on va essayer de revivre une autre vie sans gêner les autres un peu. Vous voyez. Et d'autres gens comme les immigrés que j'ai remarqués, ils arrivent, s'il y a des problèmes, il peut retourner chez lui tranquille et économiser un peu les biens. »*

Reprenant à leur compte la dichotomie établie entre les réfugiés et les immigrés « de travail », les Cambodgiens rencontrés témoignent de l'importance accordée à leur statut juridique de réfugié. Ils en font un élément de distinction, juridique, mais également comportemental, parmi les immigrés vivant sur le territoire français. Et donnant chair à cette catégorie administrative, ils tentent de convaincre de la singularité des réfugiés autant qu'ils dévoilent leur propre croyance dans cette singularité.

---

23 Cette intégration réussie renvoie à une conception classique rapprochant finalement l'intégration de la réussite sociale, sans pour autant considérer son caractère sous-terrain, inconscient, ni son aspect psychologique.

## **Parer la singularité administrative de son habit social**

Tandis que la figure sociale de l'immigré s'est structurée et demeure associée aux personnes fuyant la misère économique, la figure sociale du réfugié a longtemps été associée aux personnes fuyant au nom de leurs idées, de leurs croyances et de leurs convictions (Akoka, 2011 : 13-16). Aussi, les craintes historiquement associées à la pauvreté (Chevalier, 1958) et aux classes populaires en termes de désordre social notamment – craintes qui se sont reportées sur les immigrés et leurs enfants à mesure que ceux-ci ont occupé les bas rangs de la hiérarchie sociale française – ont été moins fortes et moins systématiques à l'égard des réfugiés que des immigrés. Faisant écho à ces représentations, les réfugiés cambodgiens usent du registre socio-culturel pour tenter de convaincre de la particularité de leur groupe comparativement aux autres immigrés.

C'est auprès des réfugiés qui occupaient les hauts rangs de la société cambodgienne des années 1950 à 1975 et qui parviennent désormais à contenir leurs difficultés dans l'espace privé que ce registre distinctif est le plus visible. Ces réfugiés, fortement déclassés socialement ont réussi, au prix d'une grande discipline et de nombreux renoncements, à conserver une forme de notabilité. Se conformant à l'obligation d'hypercorrection sociale attendue des immigrés (Sayad, 1999), ils passent pour des immigrés exemplaires. Ils redoutent donc, comme une dernière déchéance, d'être confondus aux immigrés « économiques » et tentent de réifier ce qui les en sépare. Pour cela, ils vont jusqu'à dicter aux familles cambodgiennes les plus populaires les comportements à adopter lors des occasions de mise en scène du groupe et, ou à discréditer ceux qui, par leurs pratiques ou celles de leurs enfants, menacent individuellement de rendre poreuse la frontière symbolique qui les sépare collectivement de la figure sociale de l'immigré.

Les résistances qui m'ont été opposées lorsque je cherchais à obtenir les listes des adhérents des associations cambodgiennes ligériennes pour prendre contact sont, de ce point de vue, révélatrices. Les coordonnées des réfugiés m'ont longtemps été délivrées avec une extrême parcimonie, ne me donnant accès, la première année, qu'aux familles les plus conformes à l'imaginaire social. Toutes étaient originaires des milieux aisés du Cambodge quitté ; toutes faisaient la démonstration de leurs bonnes pratiques éducatives, culturelles et professionnelles. Puis, une fois le cercle des familles d'origine aisée épuisé, les freins à l'enquête se sont amplifiés. Mes premiers interlocuteurs prétendirent d'abord ne pas connaître d'autres familles. Mais cet argument ne résista pas à l'enquête : ma présence aux fêtes religieuses et associatives me donnant à voir l'interconnaissance des réfugiés à l'échelle d'une commune voire d'un département. Dès lors, à force d'insistance, les discours changèrent. Après avoir nié connaître de nouvelles familles, mes premiers interlocuteurs arguaient le manque d'intérêt de ces dernières pour l'avancée de mon étude et tentaient ainsi de me dissuader d'aller à leur rencontre.

Ces résistances à m'ouvrir largement l'accès aux familles cambodgiennes ligériennes tiennent en partie à la nature des liens qui unissent les réfugiés depuis l'exil. Une fois en France, ils ont été orientés dans les villes de province, où les premiers arrivés venaient apporter du soutien aux nouveaux venus, endosser un rôle d'interprète et surveiller l'arrivée espérée de membres de leur

famille. Les épreuves partagées et la solidarité communautaire ont d'abord contribué à atténuer les écarts socioculturels qui, avant l'arrivée des Khmers rouges, structuraient la société cambodgienne et séparaient ces familles. La communauté d'expérience et d'origine a fait le lien entre la société de départ et la société d'arrivée et constitué un cadre rassurant. Puis, au fil des années, la solidarité s'est émoussée et les différences sociales regagnées dans la migration, aussi infimes soient-elles au regard de ce qu'elles étaient au Cambodge, sont devenues aussi structurantes que les épreuves partagées, de sorte que les relations entre familles se sont distendues et réadossées à des affinités sociales. Cette situation explique que les familles aient désormais pris leurs distances les unes par rapport aux autres. Mais l'effort réalisé pour circonscrire mon étude aux familles de réfugiés les plus archétypales traduit surtout la crainte de ces dernières d'être assimilées à la figure sociale de l'immigré et de voir leur réputation collective entachée par les comportements de certains.

Cette crainte est exacerbée, et se laisse donc plus facilement observer, lorsque le groupe se met en scène. La fête du Nouvel An khmer en donne une bonne illustration. Lors de cette fête culturelle et religieuse, les collègues de travail et les amis « français » des réfugiés sont conviés. Dans la ville ligérienne où les familles aisées sont les plus nombreuses et actives, cette fête revêt donc une fonction de vitrine pour la communauté. Les réunions de préparation trahissent le travail sous-terrain et la vigilance des réfugiés pour ne pas faillir à leur image de communauté « discrète<sup>24</sup> » (Sabbag, 2003 : 69-92), éloignée des problèmes associés à la figure sociale de l'immigré : manque de savoir-être, comportements inappropriés ou déplacés, excès de visibilité, etc. Chaque détail de l'organisation est soigné ; chaque dérive est, autant que faire se peut, anticipée. Ainsi, en 2003, au terme de vives discussions, il est décidé de ne pas servir d'alcool aux convives lors du repas, contrairement à ce qui se fait dans d'autres villes, pour contenir les excès et les comportements jugés inadéquats, observés ailleurs avec désolation. L'année précédente en effet, la fête du Nouvel An organisée dans une autre ville de la région d'étude, où résident principalement des familles d'origine rurale et populaire, avait été interrompue lorsque, sous les effets de l'alcool, une violente bagarre avait éclaté entre un homme et une femme adultes, au centre de la piste de danse. L'orchestre qui jouait sur scène avait alors cessé et les convives étaient partis un à un, parfois honteux, souvent déçus. Cet épisode n'avait pas manqué de faire figure de contre-exemple. Il avait renforcé, chez les familles les plus à l'abri de la précarité socio-économique et, ou des problèmes intergénérationnels, leur volonté d'encadrer et de contrôler les comportements des autres, plus proches de la figure sociale de l'immigré, mais aussi leur conviction de le faire pour le bien de tous.

Ces réfugiés fortement déclassés par l'exil et qui étaient parvenus à gagner une forme de notabilité grâce à leur réputation de communauté « modèle », préféraient alors voir s'éloigner quelques familles populaires, plutôt que de renoncer à la bienveillance des Français en exposant la diversité du groupe et de ses modes de vie.

---

24 En France, comme aux États-Unis les Asiatiques bénéficient depuis les années 1970 d'un présupposé ethnicisant positif, les associant à une communauté discrète.

## L'ethnicité comme atout distinctif

Si des éléments socio-culturels sont mobilisés par les réfugiés originaires des milieux sociaux les plus favorisés de la société cambodgienne des années 1950 à 1970 pour convaincre de leur singularité, les arguments ethniques le sont plus généralement par l'ensemble des réfugiés. Ainsi, en de nombreuses situations, les adultes revendiquent des spécificités ethniques associées tantôt au groupe « des Cambodgiens » tantôt à celui « des Asiatiques ». Ils insistent sur leur discrétion, leur calme, en opposition à la visibilité des immigrés nord-africains – visibilité qui s'est structurée autour des enfants et petits-enfants, plus présents dans les espaces public et médiatique que leurs aînés (Beaud et Noiriel, 1991 : 261-291). Les attributs « asiatiques » revendiqués – le calme, la politesse, la discrétion – le sont en opposition aux comportements imputés aux « Arabes », qui incarnent alors la figure sociale stigmatisée de l'immigré. Un des réfugiés m'explique :

*« Je ne sais pas si vous avez déjà rencontré d'autres communautés. Je trouve [que pour] les Cambodgiens, même [pour] les Vietnamiens, l'intégration c'est beaucoup plus facile par rapport à d'autres. Parce que les Cambodgiens ne sont pas des gens fanatiques. »*

D'autres disent aussi comprendre les inquiétudes des Français face « aux étrangers qui viennent et font n'importe quoi », se plaçant en extériorité et en rupture.

La mobilisation du registre ethnique traduit parfois une stratégie de présentation de la part des réfugiés cambodgiens. Mais la tentation du vote frontiste exprimée par certains au moment de l'enquête et, plus généralement, les critiques énoncées à l'égard des « Arabes » laissent à penser qu'elle n'est pas réductible à un jeu de présentation de soi. Elle traduit aussi la croyance partagée par beaucoup (en particulier par ceux qui sont arrivés en France adultes) d'être intrinsèquement différents des immigrés en général et des Arabes en particulier.

La mobilisation des registres de l'ethnicité et le rôle social qui en est attendu sont rendus particulièrement visibles à l'occasion d'une soirée publique à laquelle j'assiste et que j'ai l'autorisation d'enregistrer, au début des années 2000. La soirée est organisée par plusieurs jeunes « Cambodgiens », réfugiés ou enfants de réfugiés, qui souhaitent revenir sur un récent voyage au Cambodge. La soirée rassemble une vingtaine de personnes et son retentissement promet d'être faible, même si la présence d'un correspondant local laisse à penser qu'elle fera l'objet d'un article dans la presse locale. La présentation des jeunes se déroule tranquillement, jusqu'au moment où l'un d'eux, un jeune homme originaire des milieux ruraux et populaires du Cambodge, prend la parole pour nuancer l'idée selon laquelle les réfugiés cambodgiens seraient épargnés de certaines difficultés intergénérationnelles qui peuvent être renforcées en situation migratoire. Il commence à raconter :

*« Quelque part en fait, comprendre nos racines, c'est comprendre nos parents. Parce que malgré tout, il y a un certain conflit entre les parents et enfants chez nous. Parce que les Français voient que les Cambodgiens, les Asiatiques sont très calmes, très respectueux et quelque part c'est un faux jugement. »*

Mais immédiatement, un homme plus âgé lui coupe la parole et le contredit :

*« Non, non, non, non, je ne suis pas d'accord ! Non, je ne suis pas d'accord. Parce qu'il dit que la communauté cambodgienne [n'est pas calme]... c'est très calme ! Il n'y a pas de problème. Si. C'est vrai ! Il n'y a pas de problème ! Ça [ce qui vient d'être décrit], c'est le conflit familial entre les parents et enfants. [...] On ne l'emmène jamais à l'extérieur. On est toujours une communauté calme ! Une communauté calme. D'accord ! ? ? [...] Et c'est ça que je veux te corriger. La communauté cambodgienne elle est très calme, elle ne se bagarre pas à l'extérieur ! »*

En exposant son expérience personnelle, le jeune homme menace les frontières symboliques qui séparent les réfugiés cambodgiens de la figure sociale de l'immigré et les préserve du discrédit de la société française. Il souligne les similitudes partagées avec les autres familles dont les parents sont nés à l'étranger, alors même que les adultes n'ont cessé de clamer leur différence, de se faire les relais de la particularité que le sens commun leur attribue. Sous le joug de la surprise et d'une colère contenue, le registre ethnique s'impose. Il affirme la singularité des réfugiés cambodgiens comme la traduction d'une seconde nature.

## **Violence symbolique des catégories de l'immigration et de l'asile**

Les titres délivrés par les préfectures aux immigrés et par l'OFPRA aux réfugiés n'opèrent pas qu'un classement administratif. Prétendant sanctionner des différences de motifs d'entrées sur le territoire, l'État et le gouvernement français contribuent aussi à donner corps et contenance aux statuts abstraits de l'immigration et de l'asile, en associant régulièrement les premiers à une menace (pour l'ordre social, l'emploi, ou la cohésion sociale) et les seconds à des victimes. Ces victimes passent pour plus ou moins légitimes selon les époques, les contextes et les intérêts stratégiques des pays d'accueil, ce qui se traduit par de formes renouvelées de désignation, mais aussi de gestion des publics concernés (Lochak, 2013 : 33-47 ; Slama, 2016 : 49-56). Ainsi, la fin des années 1980 marque le début d'un processus – continu jusqu'à ce jour – de durcissement des politiques de l'asile, se doublant d'une suspicion croissante à l'égard des exilés cherchant l'asile.

Dans le cas des réfugiés du Sud-Est asiatique cependant, les effets du classement de l'administration ont été d'autant plus sensibles que la délivrance du statut de réfugié s'est accompagnée d'un accueil d'exception favorable à leur acceptation. Les réfugiés du Sud-Est asiatique ont par ailleurs été préservés de la suspicion qui émerge dès la fin des années 1980 à l'encontre des exilés cherchant l'asile, et qui n'a cessé de croître depuis. Si cette configuration n'a pu contenir tous les effets déstabilisants de la migration, elle a été facilitatrice en termes d'intégration socioprofessionnelle et d'acceptation par la société française.

Le contexte du début du XXI<sup>e</sup> siècle se caractérise par un durcissement des textes de loi encadrant l'entrée et le séjour des étrangers et une stigmatisation croissante à l'encontre des étrangers. Dans cette configuration, les réfugiés cambodgiens mobilisent tous les registres susceptibles de les maintenir en haut

de la hiérarchie des étrangers et à distance de la figure sociale de l'immigré associée aux « problèmes de l'immigration ». À cette fin et en écho aux préjugés associés à ces figures, ils revendiquent tantôt leur singularité administrative, tantôt leurs ressources sociales, tantôt de prétendues spécificités ethniques et culturelles. Ils semblent ainsi croire et, pour le moins, contribuent à renforcer l'idée selon laquelle leur statut de réfugié et la bienveillance dont ils ont bénéficié – comparativement à d'autres – n'ont fait que sanctionner des différences préexistantes. Ils participent donc, eux aussi, à flouter les causes et les effets des catégorisations administratives et ethnisantes. Et tout en contribuant à donner corps aux figures sociales de l'immigration et de l'asile émanant de ces mêmes catégories, ils révèlent in fine la violence symbolique des assignations identitaires qu'elles contiennent.

## Références bibliographiques

**Akoka Karen** (2011) L'archétype rêvé du réfugié, *Plein droit*, 90, pp. 13-16.

**Beaud Stéphane et Noiriel Gérard** (1991) Penser l'« intégration » des immigrés, in Jean Targuieff Ed., *Face au racisme*, t. II, Paris, La Découverte, pp. 261-282.

**Beaud Stéphane et Pialoux Michel** (1998) Notes de recherche sur les relations entre Français et immigrés à l'usine et dans le quartier, *Genèses*, 30, pp. 101-121.

**Billion Pierre** (2001) Où sont passés les « travailleurs réfugiés » ? Trajectoires professionnelles des populations du Sud-Est asiatique, *Hommes et migrations*, 1234, pp. 29-38.

**Blanchard Emmanuel, Clochard Olivier et Rodier Claire** (2008) Compter les morts, *Plein droit*, 77, pp. 30-33.

**Bui Xuân Quang** (1993) Le totalitarisme des Khmers rouges : idéologie autonome ou modèle importé ?, *Cahiers internationaux de sociologie*, XCIV, pp. 161-188.

**Cambrezy Luc, Laacher Smaïn, Lassailly-Jacob Véronique et Legoux Luc** (2008) *L'asile au Sud*, Paris, La Dispute/SNEDIT, 220 p.

**Chevalier Louis** (1958) *Classes laborieuses et Classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIXe siècle*, Paris, Plon, 566 p.

**D'Halluin Mabillot Estelle** (2012) *Les épreuves de l'asile. Associations et réfugiés face aux politiques du soupçon*, Paris, EHESS, 301 p.

**D'Halluin Estelle** (2006) Entre expertise et témoignage, l'éthique humanitaire à l'épreuve des politiques migratoires, *Vacarmes*, 36, pp. 112-117.

**DSED, DGEF et Ministère de l'Intérieur** (2016) Le logement des immigrés vivant en France en 2013, *Études infos migration*, 18 octobre, 2 p.

**Granotier Bernard** (1970) *Travailleurs immigrés en France*, Paris, Maspero, 228 p.

**Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés** (2000) Les réfugiés dans le monde, cinquante ans d'actions humanitaires, *Autrement*, Paris, 337 p.

**Hassoun Jean-Pierre** (1998) *Hmongs du Laos en France*, Paris, PUF, 215 p.

**Khun Ken** (1994) *De la dictature des Khmers Rouges à l'occupation vietnamienne*, Paris, l'Harmattan, 237 p.



- Lacouture Jean** (1978) *Survive le peuple cambodgien*, Paris, Seuil, 141 p.
- Legoux Luc** (2004) Changements et permanences dans la protection des réfugiés, *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 20 (2), pp. 9-22.
- Legoux Luc** (1995) *La crise de l'asile politique en France*, Paris, Centre français sur la population et le développement, 262 p.
- Lochak Danièle** (2013) Qu'est-ce qu'un réfugié ? La construction politique d'une catégorie juridique, *Pouvoirs*, 1 (144), pp. 33-47.
- Masclet Olivier** (2003) *La gauche et les cités, enquête sur un rendez-vous manqué*, Paris, La Dispute, 317 p.
- Masse Jean-Pierre** (1996) *L'exception indochinoise. Le dispositif d'accueil des réfugiés politiques en France, 1973-1991*, Thèse de doctorat, Paris.
- Meslin Karine** (2011) Les réfugiés cambodgiens des ouvriers dociles ? Genèse et mode de pérennisation d'un stéréotype en migration, *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 27 (3), pp. 83-100.
- Meslin Karine** (2006) Une mobilisation politique atypique, *Plein droit*, 3, pp. 35-39.
- Mirna Safi** (2006) Le processus d'intégration des immigrés en France : inégalités et segmentation, *Revue française de sociologie*, 47, pp. 3-48.
- Noiriel Gérard** (1997) Représentations nationales et catégories sociales. L'exemple des réfugiés politiques, *Genèses*, 26, pp. 25-54.
- Noiriel Gérard** (1988) *Le creuset français ; histoire de l'immigration au 19e-20e siècles*, Paris, Seuil, 438 p.
- Ponchaud François** (1977) *Cambodge année zéro*, Paris, Julliard, 313 p.
- Rodier Claire** (2015) Externaliser la demande d'asile, *Plein droit*, 105, pp. 10-13.
- Sabbag Daniel** (2003) Le statut des « Asiatiques » aux États-Unis. L'identité américaine dans un miroir, *Critique internationale*, 20 (3), pp. 69-92.
- Sayad Abdelmalek** (1999) *La double absence, Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Seuil, 445 p.
- Sayad Abdelmalek** (1994) Qu'est-ce que l'intégration, *Hommes et migrations*, 1182, pp. 8-14.
- Slama Serge** (2016) Crise de l'asile : un supra infra-droit à l'abri de tout contentieux ?, *Plein droit*, 111 (4), pp. 49-56.
- Spire Alexis** (2005) *Étrangers à la carte*, Paris, Grasset, 402 p.
- Spire Alexis** (2004) Les réfugiés, une main d'œuvre à part ? Conditions de séjour et d'emploi, France, 1974-1975, *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 20 (2), pp. 23-38.
- Spire Alexis** (1999) De l'étranger à l'immigré : la magie sociale d'une catégorie statistique, *Actes de la recherche en sciences sociales*, 129, pp. 50-56.
- Valluy Jérôme** (2004) La fiction juridique de l'asile, *Plein droit*, 4 (63), pp. 17-22.



**Karine Meslin**

**De l'obtention du statut à l'incarnation de la figure sociale du réfugié : l'exemple des réfugiés cambodgiens**

Cet article analyse la manière dont les immigrés réagissent aux classements administratifs de l'immigration et de l'asile, et aux préjugés qui y sont associés. L'exemple des réfugiés cambodgiens arrivés en France à partir du début des années 1970 et qui demeurent, jusqu'à aujourd'hui, assimilés à une figure archétypale du réfugié est mobilisé. Les efforts qu'ils déploient pour se tenir à distance de la figure sociale stigmatisée de l'immigré, en jouant tantôt sur des registres administratifs, tantôt sur des registres socioculturels, sont analysés. Ils témoignent de la violence symbolique des catégories de l'immigration et des assignations identitaires qu'elles contiennent.

**From Obtaining Status to Incarnating the Refugee's Social Figure: The Example of Cambodian Refugees**

This article examines how immigrants respond to the administrative classifications of immigration and asylum, and the associated prejudices. The example of the Cambodian refugees who arrived in France from the beginning of the 1970s and who remain, until today, assimilated to an archetypal figure of the refugee is mobilized. Their efforts to stay away from the stigmatized social figure of the immigrant, playing sometimes on administrative registers, sometimes on socio-cultural registers, are analyzed. They bear witness to the symbolic violence of the categories of immigration and the identity assignments they contain.

**De la obtención del estatuto a la encarnación del arquetipo de refugiado: el ejemplo de los refugiados camboyanos**

Este artículo analiza cómo las categorías administrativas de inmigración y asilo, y los estereotipos asociados con ellas, afectan los inmigrantes. Se basa en el ejemplo de los refugiados camboyanos inmigrantes que llegaron a Francia desde el comienzo de la década de 1970 y que permanecen, hasta hoy, porque todavía se los ve como refugiados arquetípicos. El artículo analiza sus esfuerzos para cumplir con este arquetipo, y no estar confundidos con otros inmigrantes. Este ejemplo demuestra la violencia simbólica de las categorías legales de la migración y del asilo.